K0350098

IDENTIFICATION	:	*MAI/983*	*15 MAI 1994*
DUREE	:	*60 MIN.*	
QUALITE	:	*BONNE*	
TRANSMISSION	:	*RADIO RWANDA*	
NOM DU TRANSCRIPTEUR	:	*DROCELLA ICYITEGETSE*	
DATE DE LA TRANSCRIPTION	:	*19 JUIN 2002*	
NOM DU FICHIER	:	*983.doc*	
DICTAPHONE	:	*SANYO BO-760/34*	

Cyprien Musabirema, ORINFOR Butare :

...la ville de Butare...les remerciant des efforts fournis en soutenant le Gouvernement et les forces armées. Il a aussi visité les blessés de guerre et les militaires soignés à l'hôpital de cette université. Nous allons vous faire écouter le discours que le Premier Ministre, Jean Kambanda a prononcé devant les intellectuels résidant dans la ville de Butare.

Jean Kambanda, Premier Ministre :

Monsieur le *Recteur*, j'aimerais d'abord vous remercier pour la parole que vous m'accordez.
Monsieur le *Recteur,*
Monsieur le *Préfet*,
Monsieur le *Vice-recteur*,
Messieurs les *sous- préfets* ici présents,
Professeurs, chercheurs, agents de l'Université, habitants de Butare,
Je me réjouis de cette occasion qui m'est offerte pour m'entretenir avec vous et vous informer de l'état de la situation actuelle.

En réalité, je suis venu vous remercier pour le dévouement dont vous avez fait montre, d'emblée, en soutenant le Gouvernement et les forces armées dans la lutte contre l'ennemi qui, en date du 6 avril de cette année, a , de nouveau, attaqué le Rwanda. L'ennemi FPR-Inkotanyi avec ceux qui le soutiennent ont assassiné notre chef de l'Etat, Son Excellence le général -major Habayarimana et le chef d'Etat du Burundi, Son Excellence Cyprien Ntarayamira et bien d'autres personnalités qui faisaient partie de leurs délégations.

Avant de poursuivre mon discours, je vous prierais de vous lever et d'observer une minute de silence en mémoire de ce héros qui s'est sacrifié pour ce pays. (*l'auditoire se lève).* Merci *(l'auditoire s'assoit)*

Depuis la reprise des hostilités par le FPR, les intellectuels rwandais ont manifestement montré – tout comme les autres Rwandais- qu'ils n'accepteront jamais que l'ennemi s'empare du pays par la force. Ils ont démontré leur détermination de collaborer avec le Gouvernement. Vous avez démontré que vous étiez prêts à collaborer avec les Forces armées rwandaises et tous les Rwandais pour faire face à l'ennemi jusqu'à la victoire finale.

Nous remercions encore une fois les professeurs, les chercheurs de l'Université nationale, les médecins, les chercheurs dans les centres qui sont ici à Butare, et même leurs collègues qui son venus des autres préfectures, pour leur indéfectible soutien au Gouvernement et au peuple rwandais dans ces moments difficiles que nous traversons.
Ces intellectuels nous ont envoyé beaucoup de messages pour nous conseiller sur la meilleure stratégie que le Gouvernement doit adopter afin de gagner cette guerre. Certains l'ont fait à titre individuel, d'autres par le biais de leurs associations, comme le *Groupe des Rwandais défenseurs des intérêts de la Nation, le Cercle des républicains universitaires de Butare, le Cercle des intellectuels du MDR à Butare, etc…*

Je remercie une fois de plus ces intellectuels de leur bravoure et de l'aide qu'ils nous ont apportée, en mettant en avant, non pas leurs propres intérêts ou ceux de leurs partis, comme il était de coutume ces derniers temps, mais ceux de tous les Rwandais.
Je leur demande de continuer dans cette voie car elle nous permettra de vaincre l'ennemi qui a attaqué ce pays.

Je vous demande en outre de continuer d'aider le gouvernement en lui communiquant vos réflexions. Dans ce cadre, je vais vous dire quelles sont les *commissions* que vous pouvez nous aider à mettre en place. Il y a par exemple, une commission qui peut se charger d'étudier la nature de cette guerre, ses causes et les stratégies de la gagner. Je pense que les intellectuels de l'Université peuvent s'associer et former cette commission qui aurait pour objet l'étude de la nature de cette guerre, ses causes et les stratégies de la gagner.

Comme nous l'avons expliqué sur les ondes, nous sommes en train d'étudier les modalités de mise en place de l'autodéfense civile. J y reviendrai mais vous pouvez aussi nous prodiguer des conseils à propos de l'*autodéfense*. C'est une commission que vous pouvez mettre en place et qui peut nous être utile actuellement.

Il y a le problème de déplacés de guerre, délogés de leurs biens par les Inkotanyi, celui des personnes en détresse et celui des affamés. Vous pouvez nous conseiller, ici à l'Université, sur la façon d'aider ces personnes et ce que le Gouvernement peut faire pour eux.

Il y a un problème épineux *d'approvisionnement* du pays. Vous savez que certaines voies d'approvisionnement qu'empruntaient nos marchandises exportées ou importées ont été coupées par l'ennemi. L'axe Gatuna[Ouganda] est occupé par l'ennemi. La voie qui part de Cyanika vers l'Ouganda est aussi sous le contrôle de l'ennemi. Il en est de même de l'axe Kagitumba-Ouganda. Il ne nous restait plus que l'axe Rusumo, mais cette région est actuellement le théâtre des combats. Nous ne disons pas que l'ennemi contrôle cet axe car nous prévoyons l'en déloger dans un futur proche. Mais toujours est-il que, actuellement, nous ne pouvons pas l'utiliser pour importer ou exporter nos marchandises. Vous devez donc nous aider à réfléchir sur d'autres voies ou sur tout autre moyen à utiliser pour que le pays soit approvisionné ou puisse exporter ses marchandises. La commission chargée d'étudier les voies et moyens de nous approvisionner serait donc l'une des commissions que vous pouvez nous aider à mettre en place pour qu'à travers elle, vous nous prodiguez des conseils pour la survie de la nation.

La cinquième commission que vous pouvez nous aider à créer est celle relative à la diplomatie. Le *Recteur* en a parlé mais ce serait mieux si vous nous donniez des idées consistantes, et claires. Certains parmi vous ont commencé à le faire mais il serait mieux si vous nous prodiguiez des conseils sous forme de mémorandum sur la manière dont nous devons redéfinir notre politique étrangère. Je suis désolé de le dire mais certains pays mènent une politique de mauvais voisinage à notre égard de sorte que l'on peut se demander s'il est vraiment utile de continuer à entretenir des relations avec eux. C'est le

cas notamment de l'Ouganda, comme le *Recteur* vient de le rappeler. A ce sujet, je vous informe qu'hier, nous avons déposé une plainte contre l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Cette plainte a été déposée. Il s'agit d'un souhait que certains d'entre vous et que beaucoup de Rwandais par ailleurs nous ont soumis. Nous devrions déposer publiquement une plainte contre l'Ouganda pour s'être immiscé dans les affaires intérieures du Rwanda relativement à cette guerre. Hier, la plainte a été déposée. Les preuves en notre possession ont été produites, tels que les militaires ougandais capturés au front et les véhicules et équipements de la NRA saisis sur le champ de bataille. Nous avons par ailleurs présenté beaucoup d'autres preuves à l'Organisation des Nations Unies en lui demandant de prendre des mesures conformément à ses statuts.

En ce qui concerne la Belgique, vous avez appris qu'avant-hier Radio Rwanda a rendu public un communiqué par lequel les Belges portaient à notre attention que nous devions faire de notre mieux pour contredire les propos de certains des ministres qui affirment que la Belgique a joué un grand rôle dans l'assassinat du Président de la République. Nous avons indiqué que nous ne pouvions pas contredire ces ministres parce que ces Belges ne nous ont fourni aucune preuve de leur innocence dans cette affaire. Pour que nous puissions contredire les propos de ces ministres, la Belgique devrait nous fournir ces preuves.

Ils nous demandent aussi de retirer cette plainte que nous avons déposée auprès de l'Organisation des Nations Unies selon laquelle ils ont joué un rôle déterminant dans l'assassinat du Président de la République. Nous leur avons dit que nous ne pouvions pas retirer cette plainte bien que nous n'ayons pas encore la preuve que ce sont eux qui l'ont tué, mais nous pensons qu'ils ont une part de responsabilité parce que ce sont eux qui étaient chargés de garder l'aéroport où s'est écrasé l'avion qui transportait le chef de l'Etat. Nous avons prouvé cela et nous refusons leur ingérence dans nos affaires intérieures et leur mépris lorsqu'ils disent qu'ils peuvent revoir nos relations bilatérales. . Nous nous demandons ce qu'ils attendent. (*des rires des auditeurs*). Qu'attendent-ils ?

Nous constatons par ailleurs qu'ils ont déjà choisi leur camp. Comme nous l'avons expliqué, nous combattrons quiconque nous attaquera. La Belgique s'est décidée à être du côté du FPR pour nous combattre. Elle ne doit pas nous effrayer. Elle ne nous donne plus d'aide. Elle ne nous donne plus rien. Elle ne nous donne pas d'armes. Nous ne voyons pas ce qu'elle va revoir en ce qui concerne ses relations avec notre pays. Nous avons refusé le mépris. Nous maintenons la plainte déposée contre ce pays.

Nous pensons par ailleurs que vous devriez nous conseiller sur la façon de nous comporter envers les autres pays et sur la nomination de nos représentants à l'étranger, comme le recteur vient de le rappeler. C'est un problème d'actualité. Certains disent que le FPR est très actif à l'extérieur du pays. Nous écoutons les émissions des radios internationales et nous constatons que le FPR est soutenu par tout le monde. L'on se demande alors comment une organisation comme le FPR est si bien défendue à l'étranger pendant qu'un pays qui a pourtant des ambassadeurs et d'autres représentations à l'étranger, n'a personne pour plaider sa cause. C'est une question que vous pouvez nous aider à analyser et résoudre. Nous n'oublions pas que certains d'entre vous avez déjà transmis vos idées mais il serait mieux si elles étaient partagées par la communauté universitaire et si elles étaient transmises par l'ensemble de cette communauté de l'Université du Rwanda.

C'était la première partie du message que nous avons souhaité vous adresser pour vous remercier du soutien que vous n'avez cessé de manifester à notre Gouvernement. Vous l'avez manifesté dans les messages de soutien au gouvernement que vous nous avez transmis. Mais comme nous venons de vous le rappeler, nous vous demandons de persévérer dans ce sens en analysant certains problèmes que vous maîtrisez ; vous aurez ainsi aidé le Gouvernement.

Dans la deuxième partie de notre message, nous vous informerons sur la guerre en cours. Il est normal de vous demander où nous en sommes, de vous demander comment nous mènerons cette guerre et comment nous comptons y mettre fin. Comme vous le savez, le 7 avril, après avoir assassiné le chef de l'Etat, la veille le FPR a repris les hostilités. Il

espérait prendre d'assaut la ville de Kigali dans les 48 heures, avec le soutien de certaines personnes qui l'avaient aidé à inventorier les armes dont disposait le pays et qui l'avaient informé que ces armes ne serviraient que durant trois jours seulement. C'est ce qu'il espérait.

Ce sont par ailleurs ces mêmes personnes qui faisaient de la propagande en sa faveur en disant que « les étrangers devaient rentrer chez eux, quitte à revenir après la prise du pouvoir par le FPR ».

Vous savez comment certains expatriés qui vivaient dans ce pays sont rentrés chez eux précipitamment sans savoir pourquoi. Le FPR, quant à lui, espérait parachever son plan et tuer les Rwandais sans témoins gênants. C'est pourquoi, avant de reprendre les hostilités, il a d'abord saboté les moyens de communication de sorte que les liaisons téléphoniques avec l'étranger soient coupées et que les émissions radiophoniques ne soient plus captées. Vous avez constaté que seules les émissions en modulation de fréquence peuvent être captées. Il [le FPR] espérait prendre le pouvoir en trois jours et commettre des tueries à sa guise, sans la présence de témoins gênants et à l'insu de tout le monde.

Ici à Butare, vous avez suivi l'affaire de près. Vous savez que l'on parle de fosses creusées ici et là. Il ne s'agit pas de rumeurs. Ces fosses existent bel et bien. Elles ont été découvertes même à Kigali et dans d'autres régions. Je sais que ces fosses ont été creusées à Kigali, tout près de Kinyinya, et qu'un Blanc qui supervisait ces travaux a dit qu'il y menait des études pédagogiques *(des rires des auditeurs)*. Mais en réalité, nous savons que ces fosses communes étaient destinées à recevoir les corps des Rwandais de sorte que, plus tard, à l'arrivée de la communauté internationale sur les lieux, l'on n'aperçoive aucun cadavre. Le FPR leur disait qu'il est venu sauver ce pays et qu'il a pris le pouvoir parce qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement en place. C'est cette ruse qu'il a utilisée partout où il s'est installé, au Mutara et à Kibungo. Il a tué des innocents et il a enterré leurs corps en toute hâte. Vous savez bien qu'il use de ce genre de manœuvres pour que personne ne sache qu'il est constitué de tueurs.

Nous avons dernièrement demandé à ces organisations internationales qui prétendent défendre les droits de l'homme de venir au Rwanda et de mener des enquêtes sur la situation qui prévaut dans la zone contrôlée par le Gouvernement rwandais. Ces enquêtes

leur permettraient de constater l'action du Gouvernement rwandais en vue de restaurer la sécurité.

Vous constatez vous-mêmes que la sécurité revient petit à petit dans tout le pays. Pour le moment, dans toutes les régions du Rwanda contrôlées par le Gouvernement, les gens vaquent à leurs activités habituelles et la situation redevient de plus en plus normale. Nous demandons surtout à ces organisations de défense des droits de l'homme de visiter les zones contrôlées par le FPR pour se rendre compte des tueries commises par le FPR.

Avant-hier, nous avons radiodiffusé une liste de 34 personnes originaires de la commune de Kibali, à Byumba, [tuées par le FPR]. Il n'a épargné aucun intellectuel : les magistrats du tribunal de première instance et du tribunal de canton, les agents du projet DRB, les commerçants, les agriculteurs éleveurs ainsi que les conseillers communaux, bref, la liste est longue, comme vous avez pu le constater.

Il a tué 34 personnes dans le seul secteur de Kibali. Nous avons indiqué leurs noms, mais lorsque nous avançons le chiffre de 34, en réalité nous voulons dire 34 familles. Ce chiffre devrait être multiplié par cinq ou six pour connaître le nombre exact de personnes tuées par le FPR dans ce secteur. Il a tué des personnes partout ailleurs. Nous avons fait mener une enquête pour connaître le nombre exact de personnes tuées.

Le FPR a cru que pour gagner cette guerre, il devait exterminer les intellectuels d'un seul groupe ethnique, je veux dire le groupe ethnique hutu. Mais il est manifeste que le FPR s'est trompé. Il s'est trompé et a induit les Blancs en erreur. Lorsque les Blancs sont arrivés, et c'est un point que je voudrais que vous sachiez, on leur a dit que lorsque vous fixez du regard un Hutu, celui-ci baisse les yeux. Pour conquérir et contrôler le Rwanda, ils [les Blancs] devaient s'entendre avec les Tutsis. S'ils arrivaient à s'entendre avec les Tutsis qui, semble-t-il, sont plus malins, plus instruits, ces Tutsis que vous fixez du regard et font autant, le problème de conquérir le Rwanda et de le contrôler serait résolu.

Certains pensent qu'il n'était même pas nécessaire d'y envoyer beaucoup de militaires parce que le Hutu est *soumis* par nature. Vous le fixez du regard et il baisse les yeux. Vous lui parlez et il ne vous répond pas.

Les gens qui avaient épousé cette idée et qui l'avaient soutenue se sont trompés. Ils ont eux-mêmes constaté que même si l'on baisse son regard, cela ne veut pas dire que l'on est incapable de réfléchir. Le fait que l'on parle peu, ou qu'on ne lève pas la voix ne veut pas dire que l'on est incapable de réfléchir.

Cette guerre a été révélatrice à maints égards. Nous savons maintenant quelle est la stratégie du FPR et ses objectifs. Ses troupes évitent un affrontement direct avec les Forces armées rwandaises et pratiquent la tactique des infiltrations, qui ne leur réussit pas non plus étant donné qu'actuellement la population leur oppose résistance. Vous vous en rendez compte quotidiennement à travers nos communiqués radiodiffusés annonçant la capture des Inyenzi par les membres de la population. Nous leur avons dit : « La tactique qui consiste à vous déguiser en policier communal, en gendarme ou en simple citoyen portant une natte sur la tête, pour vous faire passer pour un déplacé de guerre à la recherche d'un lieu de refuge, vous a été profitable sous d'autres cieux, mais pas au Rwanda où les gens se connaissent tous. Ici, il est impossible de vous déguiser en gendarme puis de vous infiltrer dans un secteur et alléguer que vous provenez d'un autre secteur alors que personne ne vous connaît dans la commune ». Personne ne peut s'infiltrer à Kigali et prétendre, à l'instar des [Inyenzi], qu'il est mécanicien dans un garage inconnu à Kigali. Si cette tactique leur a profité ailleurs, c'est parce qu'elle a été pratiquée dans des pays où l'on parle plusieurs langues et où les membres de la population n'ont pas la même mentalité. Qu'ils sachent que cette ruse a été découverte.

Une autre tactique a été mise à nue : il s'agit des attaques sporadiques qu'ils effectuent par groupe de deux ou de trois [combattants]. Ils lancent une attaque par exemple ici à Butare. Alors l'un des combattants se positionne à Buye, l'autre à Tumba et ils se mettent à tirer durant la nuit, et quel est le constat le lendemain ? Nous avons tous déguerpis, toute la population a abandonné la ville, détalant en affirmant que « la ville de Butare a été prise ». Au juste, ils [les Inyenzi] ne s'emparent de la ville que parce que la population a fui.

Nous avons demandé à la population, vous le savez déjà, d'être courageuse et de ne pas abandonner leurs biens car toute la population rwandaise ne doit pas s'exiler comme le

souhaitent probablement [Les Inyenzi]. Nous devons leur montrer que nous n'allons pas fuir ce pays, qu'il nous appartient et que, s'il le faut, nous y mourrons. D'ailleurs, nous ne mourrons pas car si 85 ou 90% de la population nationale consentent à y rester, je ne pense pas que les 10% restant, - moins que cela d'ailleurs car je ne crois pas qu'ils atteignent encore ce pourcentage -, même s'ils sont assistés par l'armée ougandaise ou belge, ils ne pourront pas déloger les Rwandais de ce pays. J'aimerais vous donner un exemple pour vous permettre de mieux comprendre ce qu'ils prétendent être une victoire. Examinez les positions qu'ils ont pu occuper dans Kigali ! Ils ont d'abord quitté le *CND* où ils étaient cantonnés. Vous savez qu'ils n'ont pas combattu pour l'avoir, c'est l'ancien ministre des Affaires étrangères qui le leur avait offert. Par la suite, ils se sont rendus au *Méridien*, une position qu'occupait la *MINUAR*, ils l'ont encerclé et déclaré : «Nous nous sommes emparés du *Méridien* ». Puis ils sont allés à l'*Hôpital Roi Fayçal* qu'ils ont encerclé avant de déclarer: « Nous occupons l'*Hôpital Roi Fayçal* ». Ils se sont ensuite rendus à *Hôtel Amahoro* où se trouvaient également les éléments de la *MINUAR*, puis ils ont déclaré : « Nous avons pris l'Hôtel Amahoro ». Il en fut de même avec l'Hôtel Rebero.

En réalité, ils n'ont pas combattu pour occuper ces positions, elles leur ont été cédées. Il n'y a pas eu de combats sur ces positions. Vous ne verrez aucune trace de combats à tel hôtel ou même à l'Hôtel Rebero. Les combats n'ont eu lieu que par la suite.
Il ne nous est pas aisé de combattre car, de par notre position, nous risquons de tirer sur les éléments de la MINUAR qui se trouvent dans les différents sites que j'ai cités. Mais comme eux [les Inyenzi], se trouvent aux abords de ces positions, ils peuvent, par-delà les positions de la MINUAR, nous tirer dessus. Leur stratégie est de trouver une position [de la MINUAR] pour les protéger, puis ils se précipitent pour déclarer sur les ondes des chaînes internationales qui leur sont favorables, qu'ils se sont emparés de tout le territoire rwandais.

La seule région que les gens affirment être sous leur contrôle, mais où se déroulent encore les combats, c'est le Bugesera. En effet, leurs troupes sont entrées par le Mutara et se sont également ruées sur Kibungo. Il n'y a pas eu véritablement des combats dans cette

région, car nos troupes qui y étaient cantonnées, n'ont jamais été aux prises avec l'ennemi. Nous avons donc demandé aux autorités militaires de déployer tous les moyens possibles pour reprendre la région. Beaucoup de Rwandais sont préoccupés par les combats qui se déroulent au Bugesera. A l'issue de la réunion que nous avons tenue hier avec les autorités militaires, nous leur avons recommandé de nous prouver, le plus tôt possible, la bravoure des Forces armées rwandaises par la reprise des régions du Bugesera, de Kibungo et de l'Umutara et de repousser les Inkotanyi, les Inyenzi, jusque dans le pays d'où ils sont venus.

Ils pilonnent la région de Ruhengeri pour faire croire aux gens qu'ils y sont alors qu'en réalité ils n'ont mis leur pied dans aucune commune ni dans aucun secteur de la région. Ils ne font que terroriser les gens, espérant que les éléments des Forces armées rwandaises pourront peut-être avoir peur. Nous sommes confiants que dès que les ordres parviendront à nos troupes, elles repousseront les Inyenzi jusque dans le pays d'où ils sont venus.

On ne signale toujours pas de combats dans la région de Gisenyi où règne la sécurité et ce, grâce à la contribution du pays voisin, le Zaïre. Les Inyenzi sont signalés dans les forêts en train de guetter, mais la région est calme ; il n'y a pas de combats.

Telle est la situation sur le front. Nous demandons à la population de ne pas paniquer, de ne pas croire que les Inyenzi, les Inkotanyi, peuvent s'emparer de ce pays.

Toujours à propos de la guerre, vous savez que nous, nous oeuvrons pour que les négociations aient lieu. Parmi les objectifs que s'est fixé le Gouvernement, figure la relance, par tous les moyens, des négociations avec le FPR-Inkotanyi. Le FPR a également émis le souhait de négocier, mais fait usage de son habituelle ruse en proposant de négocier avec les Forces armées rwandaises. Les gens doivent savoir quelles sont les visées cachées derrière cette proposition de négocier avec les Forces armées rwandaises. En effet, l'unité entre le gouvernement, l'armée et la population constitue pour le FPR un obstacle à ses objectifs. Ayant constaté qu'il ne peut pas

combattre les trois parties en même temps, il veut d'abord créer des dissensions entre elles, pour ensuite les éliminer l'une après l'autre.

Son intention est qu'en négociant avec les Forces armées rwandaises, celles-ci l'aident à s'attaquer au gouvernement qui bénéficie de l'appui de la majorité, si ce n'est celui de l'ensemble de la population, et ils pourraient ainsi le renverser. Cette situation créerait un vide institutionnel qui entraînerait la population et l'armée dans une confusion totale et le FPR en profiterait pour s'emparer du pouvoir. En définitive, les Forces armées rwandaises, le Gouvernement et la population ont refusé cette proposition.

Nous sommes convaincus que la guerre n'apportera pas de solution au problème *politique* de partage du pouvoir entre les Tutsis et les Hutus au Rwanda. Ils ont toujours évité de discuter de cette question alors qu'en réalité, elle constitue le nœud de tout le problème dont la seule solution reste les négociations. Celles-ci doivent déboucher à un partage qui se fera cette fois-ci sur la base d'une représentation proportionnelle à l'importance numérique de chaque groupe ethnique, et non plus sur la décision de vouloir donner le pouvoir à un groupe qui constitue 10% de la population nationale, en leur accordant 40% de places dans l'armée, 2/3 des postes ministériels et 2/3 des sièges au parlement. Cela est impossible.

Si cela n'est pas possible, que l'on organise alors les élections ouvertes à tous surtout qu'ils prétendent avoir un programme consistant. Ainsi, leurs représentants au parlement seront-ils votés au suffrage universel. Dorénavant, le Gouvernement ne se laissera plus duper par leur ruse et leurs intrigues.

Voilà la réponse à la question que vous vous posiez. Nous sommes disposés à négocier sans duperie, honnêtement et franchement. Lors de ces négociations, les parties devront discuter du problème réel afin que le partage du pouvoir entre les Tutsis, les Hutus et les Twa se fasse une fois pour toutes, en présence de ceux qui appuient les différents groupes ethniques. Enfin, il ne faudrait plus que dix ou cinq individus, simplement parce qu'ils sont de beaux parleurs, s'arrogent le droit de représenter la population, alors qu'ils ne

représentent personne. Où sont-ils aujourd'hui ceux-là qui prétendent représenter le peuple ?

Il y a des gens qui prétendent parler au nom d'une partie de la population mais, dans des moments difficiles comme c'est le cas aujourd'hui, ils disparaissent. Où sont-ils aujourd'hui? Les gens ont convoité les postes ministériels avec acharnement. On les entendait dire : « Je serai ministre », ou : « Je suis candidat ministre », ou encore : « Je fus ministre ». Maintenant que la guerre a éclaté, que le Président de la République a été tué et que le pays est confronté à de nombreux problèmes, ils ne savent plus se positionner et ne font aucune déclaration ! A mon avis, une telle personne n'est pas un politicien! Elle devrait savoir qu'elle ne parle pas au nom du peuple, mais bien pour son propre compte afin d'accéder à un poste ministériel. Si elle est le porte-parole du peuple, qu'elle condamne publiquement les Inkotanyi qui tuent les membres de la population et qu'elle fasse une déclaration sur la famine qui les menace, sur la pauvreté et la détresse dans lesquels les a plongés le FPR. Dans ce cas, nous saurons tous qu'elle parle au nom du peuple. Quant à celui qui adopte une attitude ambiguë consistant à attendre l'issue de la guerre pour dire au vainqueur qu'il est avec lui, celui-là n'a plus de place parmi nous. Il y a des gens qui attendent que le FPR gagne cette guerre pour dire qu'ils étaient ses alliés ; ou qui attendent que le gouvernement prenne le dessus pour dire qu'ils travaillaient pour son compte.

Nous allons poursuivre des négociations franches car nous sommes convaincus qu'elles constituent la seule solution à notre problème, mais cela n'empêche pas que nous poursuivrons également la lutte contre l'ennemi aussi longtemps qu'il s'opposera aux négociations.

Nous avons envoyé nos délégués en mission dans des pays étrangers. Nous les avons envoyés auprès de Son excellence le Président Mobutu du Zaïre pour lui demander sa médiation, en vue de parvenir à un accord de paix avec les Inkotanyi dont les représentants se trouvaient sur les lieux pour le rencontrer. Mais lorsqu'ils ont appris que nos délégués étaient là, ils sont partis sur la pointe des pieds. Mobutu a dit ceci à nos

délégués: « Voilà le projet pouvant servir de base à vos négociations de cessez-le-feu ». Nous avons approuvé et signé l'accord de cessez-le-feu. Les Inkotanyi ont cavalé jusqu'à Arusha et nous sommes allés aussi à Arusha. Quand les Inkotanyi ont constaté notre présence, ils sont aussitôt repartis. Le médiateur, le Président de la Tanzanie, nous a présenté le projet de cessez-le-feu préalable à un accord politique, et nous avons, avec le médiateur, signé l'accord de cessez-le-feu. Les Inkotanyi ont refusé de signer et sont retournés au Zaïre. Arrivés au Zaïre, ils ont dit [au Président Mobutu] : « Bien que les délégués rwandais ne soient pas là, donnez-nous la copie de l'accord pour signature ». Nous avons encore envoyé nos délégués pour négocier avec eux.

Vous voyez qu'en réalité, ils font obstacle aux négociations en usant de ruse, en changeant de médiateurs. Ils doivent avoir des problèmes car ils sont convaincus qu'ils ne sont pas capables de diriger ce pays, qu'ils ne peuvent pas s'emparer du pouvoir et que c'est seulement par la négociation qu'ils peuvent obtenir des postes. Maintenant, la question qui les tourmente reste de savoir comment accéder à ces postes. Nous leur avons carrément dit que nous étions à leur disposition, soit pour poursuivre la guerre, soit pour les pourparlers de paix. Curieusement, ils ont même voulu aller demander la médiation de Museveni !

FIN DE LA FACE A

FACE B

Jean Kambanda, Premier Ministre

...avec lui les points sur lesquels on peut se baser pour signer afin que la guerre s'arrête. Nous lui avons dit que nous le connaissons, qu'à notre avis, il s'agit d'une ruse ; que nous pensons que les négociations entre nous et les Inkotanyi qui se déroulent en Tanzanie et au Zaïre suffisent pour qu'il y ait un cessez-le-feu. Mais les Inkotanyi lui avaient demandé d'essayer aussi de faciliter une rencontre entre nous et eux. Cela est un fait, il ne s'agit pas d'une rumeur.

Concernant l'état actuel des négociations, nous pensons que la guerre n'est pas une solution au problème du Rwanda. Le gouvernement est prêt à négocier avec quiconque le souhaite. Nous allons négocier mais en disant la vérité sans contourner les problèmes. Il n'y aura plus de négociations entre le FPR et les gens qui servent ses intérêts. En effet, nous pensons que, jusqu'à présent, dans les négociations qui ont eu lieu, entre le FPR et le gouvernement, celui-ci était représenté par les gens qui sont d'obédience FPR si bien que les négociations ressemblaient à un monologue. Cela n'est donc plus possible. L'actuel gouvernement qui représente la population, va défendre les intérêts de la population et le FPR défendra les siens.

Pour cette raison, les problèmes doivent être éclaircis même au sein des instances administratives. Les gens ont le droit de sympathiser avec le FPR, mais ils doivent attendre son intégration au pouvoir avant de défendre ses intérêts. Un conseiller, un membre du comité de cellule, un préfet, un sous-préfet ou toute autre autorité a droit d'être un Inkotanyi. Cependant, lorsque nous serons en train de combattre les Inkotanyi, nous allons le combattre également (*applaudissements*). En cas de négociations, il y aura donc deux camps : le gouvernement et le FPR. Celui qui sympathise avec le FPR rejoindra ce dernier et ils vont lui donner un poste, mais il ne doit pas indûment occuper nos postes. Je voudrais que ce point soit clair. Les gens doivent comprendre que nous n'accepterons plus qu'un membre du gouvernement défende les intérêts du FPR. Nous

devons éviter toute confusion dans les problèmes pour pouvoir les résoudre. Nous pensons, en effet, que l'une des raisons pour lesquelles le problème n'a pas été éclairci est que le FPR avait des sympathisants au sein du gouvernement.

Lorsque Twagiramungu déclare qu'il va mettre en place un gouvernement du FPR, nous pensons que c'est son droit et nous l'encourageons à le faire. Le gouvernement des Inkotanyi peut, s'il le veut, faire la guerre ou accepter de négocier. Lorsqu'il dit qu' aucun membre du gouvernement actuel ne fera partie de son équipe, nous pensons que c'est son droit ! Nous ne voyons même pas comment il peut inclure dans son équipe un membre de notre gouvernement ! *(Rires des auditeurs)*. A mon avis, cela est normal. D'après certaines personnes, le gouvernement qu'il va mettre en place sera reconnu par la Belgique et par la communauté internationale en général. Cela n'est pas étonnant car la Belgique a déjà reconnu le gouvernement du FPR sauf que nous n'en connaissons pas encore les membres. Je ne sais pas ce qui manque pour mettre en place ce gouvernement. Il dit qu'il va y inclure des membres des partis politiques. Cela n'est pas étonnant car ces gens prétendaient être membres des partis politiques alors qu'en réalité ils appartenaient au FPR ! Nous lui demandons plutôt de nous les montrer ! Ils viennent, en fait, de se mettre à nu ! (A*pplaudissements*)

Nombreux d'entre eux ont dévoilé leur position. Lorsque j'étais à Ruhengeri, j'ai dit que j'apprécie le fait que ceux-là ont au moins montré leur position. Je les préfère aux opportunistes qui cachent leur position pour voir comment la situation va tourner. Ils ont au moins déclaré : « Nous sommes des Inkotanyi, nous allons faire des déclarations à la Radio Muhabura et entrer au gouvernement du FPR avec lequel nous avons négocié. Sachez donc qui nous sommes ». J'apprécie leur prise de position.

J'exhorte donc Twagiramungu à nous montrer les membres de son équipe, à mettre en place, sans délai, ce gouvernement des Inkotanyi avec lequel nous allons négocier afin de mettre en place un gouvernement élargi aux Inkotanyi. On leur donnera des postes en tenant compte de leur effectif. Si Twagiramungu n'est pas d'accord avec cette version, qu'il prenne les armes et nous allons le combattre et le vaincre. Après sa défaite, il ne va

plus parler de négociations. Nous allons lui donner des postes selon notre bon vouloir ! Il doit également comprendre cela ! (*Rires des auditeurs*). Voilà ce que j'avais à dire sur les négociations. Nous acceptons les négociations, mais elles ne doivent pas être entachées de ruse ni de tricherie.

Le gouvernement a, jusqu'à présent, réalisé certaines choses auxquelles les gens doivent impérativement réfléchir. Il faut comprendre que dans les cinq semaines de sa mise en place, ce gouvernement a essayé de résoudre beaucoup de problèmes épineux que connaissait ce pays, notamment celui de la prime des membres des comités des cellules. Vous savez, en tant qu'intellectuels, que chacun doit nécessairement recevoir une rémunération pour son travail quand bien même il n'existerait pas de contrat entre lui et son employeur. Les gouvernements précédents refusaient de payer la prime des membres des comités des cellules tout en les faisant travailler.

Vous habitez tous dans des cellules et des *secteurs*, vous savez comment les séances Gacaca tranchent les affaires. Vous savez comment les membres des comités des cellules sont appelés à trancher les affaires familiales, foncières et d'autres. Vous connaissez surtout leur grand rôle depuis le déclenchement de cette guerre en 1990. Certaines personnes ont dit qu'elles ne voulaient pas verser la prime des membres des comités des cellules car, selon elles, ils travaillaient pour le compte du Mouvement, le MRND. A notre avis, ces personnes n'ont pas voulu reconnaître la réalité. Elles n'ont pas su que la situation dans ce pays a changé car il ne s'agit plus de l'ancien MRND auquel appartenaient les membres des comités des cellules. Nous étions aussi dans l'ancien MRND mais nous avons, par la suite, adhéré à d'autres partis. Pourquoi pensent-elles que les membres des comités des cellules sont restés dans le MRND et n'ont pas adhéré à d'autres partis ? Pourquoi ne comprennent-elles pas que les membres des comités des cellules ont adhéré aux différents partis politiques? En fait, elles confondent un membre d'un comité de cellule, qui à mon avis est un agent de l'Etat, à quelqu'un qui travaille pour un parti unique alors que nous sommes dans le multipartisme.

Même s'il n'a pas suffisamment de moyens, le gouvernement a donc décidé de chercher d'urgence comment payer cette prime pour réhabiliter les membres des comités des cellules dans leurs droits. Le gouvernement peut, en cas de besoin, leur donner d'autres tâches. Nous affirmons que ces gens ont beaucoup servi et servent toujours le pays. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a décidé de verser leur prime.

Le gouvernement a, en outre, pu nommer un nouveau chef d'état-major de l'armée. Comme vous le savez, le chef d'état-major de l'armée a péri dans l'attentat qui a coûté la vie au chef de l'Etat. Actuellement le FPR dit que le nouveau chef d'état-major que nous avons nommé est un assassin. Entendez-moi cela ! Pourtant ils disent qu'ils vont négocier avec lui (*Rires des auditeurs*). Je ne sais pas s'ils pensent que les gens sont bêtes. Comment peut-on négocier avec quelqu'un qui a été nommé par un gouvernement qu'on ne reconnaît pas ? Ils écrivent au général Bizimungu en disant qu'ils souhaitent le rencontrer. C'est le gouvernement qui lui a donné ce grade de général, mais ils disent qu'ils ne reconnaissent pas ce gouvernement !

Nous pensons qu'ils le craignent et craignent ipso facto le gouvernement. Ils constatent, en effet, que le gouvernement a usé de prudence en nommant, à ce poste, l'homme qu'il faut pendant cette période. D'après les informations qui nous parviennent, il jouit du soutien des forces armées en général. Il jouit également du soutien des membres de la population ainsi que du gouvernement. On a également nommé ses adjoints. Dans cette période de guerre, il était impératif de nommer d'urgence un nouveau *chef d'état- major*.

Comme vous l'aurez constaté, on a également décidé de nommer et de remplacer certains *préfets*. Plus de cinq *préfecture*s n'ont pas de préfets car il paraît qu'on attendait l'arrivée des Inkotanyi pour pouvoir nommer ces préfets. Nous pensons, en réalité, qu'on voulait donner une brèche à l'ennemi. Dans cette période de guerre, refuser de nommer un préfet et nommer plutôt quelqu'un qui assure l'intérim et qui ne peut pas prendre des décisions, est, à notre avis, l'un de leurs préparatifs qui allaient permettre au FPR de prendre ce pays. On peut se poser beaucoup de questions lorsqu'on considère les préfectures qui n'avaient pas de préfets.

Imaginez-vous que les préfectures de Gisenyi, de Byumba et de Kigali-Ngali n'avaient pas de préfets. On venait de tuer le préfet de Ruhengeri. Si vous considérez les régions où les combats se déroulent actuellement, vous allez vous-mêmes comprendre. Vous allez comprendre pourquoi il n'y avait pas de préfets dans ces régions et pourquoi on ne voulait pas les nommer. Le gouvernement a nommé le préfet de Butare *que je salue* (*Rires des auditeurs*) et de Kibungo. Le FPR a qualifié ce gouvernement d'assassin mais il n'a pas pu le prouver. Nous lui avons demandé pourquoi il a commencé à commettre les tueries les 6, 7, 8 et 9 avant la mise en place du gouvernement le 9. Ce gouvernement s'est assigné, comme priorité, la restauration de la sécurité et du calme au sein de la population. On remarque qu'il est en train d'atteindre son objectif. Confondre ce gouvernement aux assassins témoigne peut-être d'un manque de discernement ou alors ceux qui le disent ignorent ce que signifie un assassin. On ne peut pas, en effet, tuer si on n'existe pas. Le gouvernement ne pouvait pas commettre les tueries alors qu'il n'était pas encore mis en place. Nous l'avons plutôt appelé le gouvernement des Abatabazi [Sauveurs] car à sa mise en place il a essayé, avec succès, d'arrêter les tueries.

Le FPR a déclaré que les tueries à Butare et à Kibungo ont été causées par le limogeage, par le gouvernement, des préfets de ces *préfectures*. Nous leur avons répondu qu'il n'y a pas eu de tueries à Butare et à Kibungo ; que, comme partout dans le pays, il y a plutôt eu la guerre entre l'armée du FPR et les Forces armées rwandaises aidées par les membres de la population. Nous affirmons ce fait et nous en avons même la preuve. A Butare, Kibungo et dans d'autres *préfectures,* les gens se sont fait enrôler dans des *brigades* et sont allés subir des entraînements à Mulindi, au CND et ailleurs. Certains sont même allés en Uganda et y ont reçu des armes. Ils ont alors lancé des attaques et ont été vaincus. A la guerre comme à la guerre ! Nous ne pouvons donc pas dire qu'il y a eu des tueries car nous ne connaissons pas de groupe ethnique qui s'est attaqué à un autre pour l'exterminer. Nous n'acceptons pas ce qu'on a appelé « *génocide* ». Il y a eu la guerre et le FPR croyait qu'il allait prendre le pouvoir. Il avait des brigades et des militaires dans tout le pays, dans toutes les *préfectures*. Dans certaines *préfectures*, ses militaires ont été vaincus. Dans d'autres préfectures les combats se poursuivent.

Nous affirmons que ceux qui disent qu'il y a eu des tueries à Butare n'ont pas sciemment tenu compte de ces *brigades*, des armes et des militaires du FPR qui s'y trouvaient. Ils oublient sciemment que pendant la guerre on se défend avec toutes les armes dont on dispose. On dit donc que cela a eu lieu. Le gouvernement a aussi nommé les *sous-préfets*. A la mise en place de ce gouvernement, il y avait plus de vingt quatre postes vacants des *sous-préfets*.

Vous savez qu'il y a des préfectures qui, comme Ruhengeri, sont en guerre. Il y restait un *sous-préfet* alors qu'il devrait y en avoir six : quatre à la *préfecture* et deux dans les *sous-préfectures*. Il y a d'autres *préfectures*, comme celle de Kibuye ou de Butare, où il y avait aussi un *sous-préfet,* surtout certains sous-préfets ont préféré prendre le large. Cet état de choses existait. Nous avons donc été obligés de nommer des sous-préfets pour renforcer l'administration en vue de nous aider à mener cette guerre. Il y a déjà une quinzaine qui ont été nommés, il ne reste que très peu de postes à pourvoir mais ils le seront incessamment. Il y a des bourgmestres qui doivent aussi être nommés. Ici à Butare, il y a plus ou moins trois communes dont les postes de bourgmestres restent vacants. C'est un dossier qui reste à finaliser. Nous savons, par ailleurs, qu'il y a des bourgmestres qui travaillaient pour le compte du FPR, ici à Butare ou ailleurs ; nous leur avons dit qu'ils devront un peu patienter et attendre le gouvernement du FPR pour occuper de nouveau leurs fonctions de bourgmestre. (d*es rires des auditeurs*)

Ne soyez donc pas surpris si certains bourgmestres sont écartés et remplacés par d'autres. Ils devront attendre l'arrivée du FPR et la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale dans lequel le FPR sera partie prenante et ils pourront alors commencer à travailler pour lui. Pour le moment, ils doivent être écartés au profit de ceux qui travaillent pour les Rwandais et pour le gouvernement rwandais. Ce dossier aussi sera bientôt finalisé.

Je voudrais terminer en abordant le sujet de la *défense civile*, sujet sur lequel nous avons sensibilisé les membres de la population afin d'assurer leur propre défense. Nous avons

expliqué qu'il est inconcevable que sept millions de Rwandais soient déplacés de leur pays par un groupe de Tutsis issus des Inyenzi et dont la majorité vivait en Ouganda. Il faut que les Rwandais comprennent cela. Ce groupuscule ne peut pas venir nous déloger de nos maisons, de nos propriétés foncières et nous jeter sur les routes de l'exil, afin qu'ils viennent s'installer et vivre seuls dans le pays. Pour arriver à cet objectif, chaque citoyen doit comprendre que sa sécurité, ainsi bien que celle de son pays, le concerne. Vous, les intellectuels, votre sécurité, aussi bien que celle de votre pays, vous concerne. Le militaire ne peut pas lui seul combattre et gagner cette guerre sans votre assistance. Ne pensez pas que les barrages routiers doivent être tenus seulement par ceux qui sont communément appelés les paysans, les agriculteurs- éleveurs. Les rondes vous concernent, vous, intellectuels, parce que vous avez la clairvoyance nécessaire pour reconnaître l'ennemi à son passage. Ne pensez pas que le maniement d'une arme à feu exige des connaissances plus élevées que celles que vous avez. Ils ont ramassé des voyous à Kigali et les ont enrôlés au Mutara et en Ouganda. De retour, c'étaient des majors ou des capitaines au sein des Inkotanyi. Il n'y a aucune raison de ne pas prendre nos chercheurs, professeurs et étudiants de l'université pour les initier au maniement des armes et en faire des majors, des colonels, bref des combattants au sein des forces armées....(*Applaudissements*).... On ne doit plus avoir peur de manier des armes à feu ni faire la guerre. Personne ne doit fuir une arme à feu comme la peste. Ne vous dites jamais « je ne toucherai pas une arme à feu de peur qu'elle ne me tue. » Croyez-vous qu'une arme à feu peut tirer un coup si on n'agit pas sur la détente ?

Notre souhait est que toute personne physiquement apte, même un vieillard si cela s'avère nécessaire, puisse être initié au maniement d'une arme à feu, quand bien même elle n'en disposerait pas. Il doit être en mesure de s'en servir, même s'il n'en a pas. Il faut qu'il en ait vu une et ait été initié à la manipuler.

Les gens diront peut-être que dans ce pays tout le monde est en voie de devenir militaire, mais que faire ? Comment allons-nous le protéger si des gens lancent des attaques dans les communes, à la campagne, et pourchassent la population, lorsque tout un chacun n'aura pas compris la nécessité de disposer d'une arme à feu comme un de ses outils

indispensables ? Comme la houe est un outil indispensable pour l'agriculteur pour qu'il mène à bonne fin ses activités agricoles, comme les professeurs et chercheurs ont leurs propres outils de travail, nous souhaitons que l'arme à feu soit votre outil de travail, pour que vous puissiez défendre votre pays, pour que l'intégrité du territoire national soit défendue. Nous confirmons que ce programme est en train de se réaliser et qu'il ne nécessite pas beaucoup d'argent ni d'autres moyens. Nous pensons que les moyens disponibles dans ce pays nous permettent de disposer de plus d'un million de combattants dont on a une fois parlé. C'est pourquoi nous sommes en train de préparer les directives en vue de mettre cette force en place. Ici dans la préfecture de Butare, dans la commune de Ngoma, nous avons demandé que dans chaque secteur de la ville, l'on identifie 100 jeunes gens au moins devant être formés au bureau communal. Le bourgmestre se servirait des policiers communaux et des réservistes de sa commune pour commencer ledit entraînement, sans devoir attendre l'arrivée des camions pleins d'instructeurs venant de Kigali ou d'ailleurs.

.....il ne s'agit pas d'attendre l'arrivée des armes à feu pour pouvoir commencer à entraîner des gens à les manier, mais se préparer à l'avance pour pouvoir les manier une fois disponibles.

Je suis convaincu que c'est possible d'entraîner des gens à manier des armes à feu et j'ai appris d'ailleurs que cet exercice a déjà démarré dans la plupart des régions et même ici. Il faut que les gens apprennent à manier les armes à feu même en se servant d'une seule arme. Ainsi, d'autres armes peuvent être disponibles petit à petit, mais nous serons au moins sûrs d'avoir dans cette commune mille personnes qui peuvent défendre, si nécessaire, cette ville

Selon les services de renseignements, l'ennemi tente de s'infiltrer dans cette ville. Nous demandons qu'on commence à la protéger sérieusement car on se rend compte qu'il n'y a pas assez de *barrages* routiers. Bref, on dirait que nous ne sommes pas en guerre. Il y a des gens qui croient que les combats se déroulent seulement à Kigali, Byumba, Ruhengeri et à Kibungo et que la préfecture de Butare est épargnée alors que nous leur

disons que la guerre a éclaté dans tout le pays. Par conséquent, nous demandons à ceux qui sont chargés de la sécurité dans cette préfecture et dans cette commune de s'occuper sérieusement de ce problème. Il faut qu'ils sachent que cette ville a aussi besoin de barrières tenues par les membres de la population auxquels il faudra donner du matériel de défense. Ainsi, personne n'aura plus le droit de circuler librement dans toute la ville en donnant des directives qui nous sont inconnues---- (*applaudissements)* et qui, en réalité, ont pour but de servir les intérêts de l'ennemi. Quiconque agit de cette façon est, lui aussi, un ennemi du pays. Non seulement il travaille seulement pour l'ennemi, mais il est lui-même un ennemi.

Nous sommes certains que quelqu'un qui dit aux membres de la population de ne pas tenir des barrières, de ne pas protéger leur ville, de ne pas contrôler les mouvements des personnes qui y entrent et qui en sortent, est un ennemi du pays en général et de Butare en particulier. On n'entraîne donc pas ces personnes à manier des armes à feu pour qu'elles rentrent et dorment chez elles, mais c'est plutôt pour protéger notre ville car ce pays sera défendu par toutes ces forces.

Dans des *secteurs* où ne se déroulent pas des combats ou qui sont pour le moment relativement calmes, nous avons demandé qu'au moins dix personnes issues de chaque secteur se rendent au bureau communal pour que le bourgmestre élabore un programme de formation en leur faveur qui pourrait être assuré par des militaires réservistes et des policiers communaux, d'autant plus que la plupart parmi ceux-ci sont des réservistes. Ensuite, le commandant de place pourra élaborer un programme de formation pour ces personnes, déterminer le contenu de cette formation et ensuite vérifier si elles se déroulent conformément aux règlements. Les instructions relatives à cette formation seront rendues publiques la semaine prochaine puisque le Conseil des ministres les examinera à partir de mardi.

Les chefs militaires chargés de *la défense civile* ont été nommés et nous avons privilégié les *officiers retraités,* qui ont l'expérience militaire. On vous communiquera leurs noms dans les prochains jours, mais je pense que la région de Butare - Gikongoro est placée

sous l'autorité du colonel Simba. A l'échelle nationale, c'est le colonel Gasake qui est chargé de la *défense civile*. Nous sommes en train de nous organiser pour que *la défense civile* fonctionne efficacement.

Certains qui n'ont pas encore compris notre objectif disent que nous parlons pour parler, que cela ne nous mènera nulle part. Je vous ai dit que les armes à feu seront disponibles à la fin des entraînements car ça ne servirait à rien de donner à quelqu'un une arme à feu avant qu'il n'apprenne à la manier. Nous ne pouvons peut-être pas les obtenir facilement, mais je peux vous rassurer que le Gouvernement est en train de faire tout son possible pour les obtenir et ensuite les distribuer à la population. Nous savons que *la défense civile* fait trembler le FPR et ses adeptes, qui disent qu'il s'agit d'une milice.

Ce n'est pas vrai, car les membres de la défense civile ne sont pas sous la coupe d'un parti politique ou d'un groupe d'individus ; ce sont des gens qui travaillent, tout d'abord, pour leur intérêt commun et pour leur pays. Ils n'appartiennent pas à un même parti politique. Nous avons demandé aux présidents régionaux des partis politiques de sélectionner ensemble des gens réellement intègres qui ne se serviront pas des armes reçues pour combattre leur pays.

Ce n'est donc pas de la *milice* comme on le prétend car les membres de la défense civile ne se battent pas pour telle ou telle personne, tel ou tel groupe, mais bien pour leur pays. Ainsi, si le FPR a peur de ce moyen de défense, nous devons nous en servir, car une stratégie qui fait trembler l'ennemi est la meilleure.

Nous tenons donc beaucoup à la *défense civile*. Nous pensons que vous devez la soutenir, vous mettre en tête que ce n'est pas tel ou tel groupe qui doit seulement s'y enrôler mais que plutôt c'est tout un chacun, qui en a la capacité et la volonté, qui est appelé à s'enrôler sans hésitation. Si on dit qu'on veut recruter cent personnes dans le secteur de Butare –ville et que vous aussi, les chercheurs, les professeurs et les experts y résidez, inscrivez –vous pour bénéficier de l'entraînement militaire et obtenir des armes à feu par la suite. Ainsi, vous serez les commandants des pelotons (*des rires des auditeurs*), des

compagnies et les responsables des autres activités militaires. On ne devrait plus dire qu'il y a certaines personnes qui savent tirer une balle et d'autres qui ne le savent pas, que certaines en sont capables et d'autres non car je suis sûr que tout le monde en est capable.

Tel est brièvement le message que j'avais à vous livrer. Je tenais premièrement à vous remercier de l'aide que vous ne cessez de nous apporter et je vous demande de continuer dans la même voie, surtout en nous aidant à trouver des solutions aux questions que je vous ai soumises.

Deuxièmement, je voulais vous parler du déroulement de la guerre, que nous gagnerons sans aucun doute, pour mieux comprendre ce qui se passe sur le champ de bataille et comment nous menons cette guerre.

Troisièmement, je voulais vous entretenir sur l'évolution des pourparlers avec le FPR et sur les conditions difficiles que celui-ci pose.

Quatrièmement, je voulais vous informer brièvement des réalisations du Gouvernement en ces quelques jours de sa formation et que nous estimons utiles pour le pays.

Cinquièmement, je tenais également à vous parler brièvement de la défense civile.

Je vous remercie (applaudissements).

Cyprien Musabirema :

Dans son discours de bienvenue au Premier Ministre, le recteur de l'Université, Maurice Ntahobali, a aussi parlé brièvement des avis et recommandations que les intellectuels de Butare ont émis à l'intention du gouvernement. Ecoutons le recteur de l'Université nationale du Rwanda, Maurice Ntahobali :

Je suis ravi d'avoir l'occasion d'accueillir Son Excellence Jean Kambanda, Premier Ministre de la République rwandaise et de le remercier d'avoir sacrifié son temps précieux malgré ses nombreuses tâches, pour venir s'entretenir avec les gens de Butare, et plus particulièrement le personnel de l'Université nationale du Rwanda.

Je voudrais vous demander de vous joindre à moi pour lui témoigner notre joie de l'accueillir, par les applaudissements. (A*pplaudissements).*

Excellence Monsieur le Premier Ministre, votre visite nous donne l'occasion d'exprimer encore une fois notre profonde douleur causée par la mort de feu Son Excellence Juvénal Habyarimana, Président de la République rwandaise et Président d'honneur de l'Université nationale du Rwanda, tué par des criminels, en même temps que son homologue, Son Excellence Ntaryamira, Président de la République du Burundi ancien diplômé de notre université.

Votre visite nous donne l'occasion de vous dire, de vive voix que l'Université nationale du Rwanda soutient les instances de la République rwandaise et plus particulièrement la présidence de la République et votre gouvernement. Dès sa formation, votre gouvernement s'est assigné la tâche de, dans un délai de six semaines, restaurer la sécurité dans le pays, et mettre en place les institutions du pouvoir comprenant les Inkotanyi. Cela a été décidé sans que nous sachions l'objectif des Inkotanyi qui s'appellent en anglais « RPF » sigle signifiant « *récupération du pouvoir par la force » (Applaudissements)*. On ne s'attendait pas à ce qu'ils aient cet objectif et c'est pourquoi je pense que ce ne sera pas facile pour *l'équipe* que vous dirigez d'atteindre les objectifs

que vous vous étiez fixés pendant ces six semaines. Il sera nécessaire, et j'espère que vous avez déjà commencé, de voir comment « réajuster » ces objectifs eu égard aux moments difficiles que nous vivons actuellement, causés par l'ennemi FPR-Inkotanyi.

La plupart des membres du personnel de l'Université vous ont transmis leurs réflexions par écrit bien qu'ils aient travaillé dans des *équipes* différentes et qu'ils ne se sont pas consultés avant de vous donner leurs réflexions, je me rends compte que leurs avis convergent en divers points, et notamment :

Premièrement, ils estiment que les Accords d'Arusha n'ont plus de valeur car le FPR, qui en tirait pourtant le plus grand bénéfice, a été le premier à refuser de les appliquer. Aujourd'hui ce FPR dit même que, et les auditeurs de Radio Muhabura peuvent en témoigner, ces accords ne sont plus applicables.

Deuxièmement, comme vous l'avez vous-même constaté, ils ont trouvé nécessaire de sensibiliser la population à trouver les moyens de se défendre car le FPR-Inkotanyi ne veut pas que la guerre qu'il a commencée perdure.

FIN DE LA FACE B